

La détérioration accélérée des conditions de vie de la population congolaise de 1990 à 2000

La période des années 1990 a été un tournant majeur dans l'Histoire du Congo. Les créanciers, la Banque mondiale et le FMI mais aussi les puissances occidentales, tournèrent le dos à Mobutu au début de la décennie car la guerre froide avait pris fin. Le régime, ne bénéficiant plus d'aucune protection extérieure, est alors devenu plus vulnérable. Ainsi éclatait, en 1996, la première guerre civile entre, d'une part, l'armée régulière de Mobutu et d'autre part, les opposants au régime réunis au sein de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL). Cette coalition a été emmenée par Laurent-Désiré Kabila avec le soutien des chefs d'État de la région des Grands Lacs, en particulier de Paul Kagame, président du Rwanda, et de Yoweri Museveni, président de l'Ouganda. Mobutu fut alors contraint de fuir le pays en 1997 et Laurent-Désiré Kabila prit officiellement le pouvoir le 20 mai 1997 en rebaptisant le Zaïre en République démocratique du Congo (RDC). Mais en août 1998, Laurent-Désiré Kabila se retourna contre ses ex-alliés rwandais et ougandais restés sur le territoire congolais pour exploiter les ressources minérales du pays (spécialement dans l'est du pays). C'est dans ce contexte qu'éclata la deuxième guerre en RDC. Ces deux guerres ont aggravé considérablement la situation économique et sociale du pays, le plaçant aux derniers rangs des indicateurs de développement humain. Pendant ce temps, la dette extérieure publique continue à augmenter inlassablement, aggravant toujours plus le poids financier qui écrase la population congolaise.

L'augmentation continue de la dette extérieure publique sans nouvel emprunt

est donc constitué pour près de 50% de dette rééchelonnée; ce qui signifie qu'il ne résulte pas d'un apport d'argent frais mais d'une simple écriture comptable.

Le stock de la dette extérieure publique

Au 31 décembre 2000, le stock de la dette extérieure publique s'élevait à 12,135 milliards de dollars (selon les estimations de l'OGEDP). En 1990, cette dette s'élevait à 10,259 milliards de dollars. Or, aucun prêt n'a été contracté depuis 1993. Ce stock

Le service de la dette

Les calculs faits au FODEX (Forum sur la dette extérieure et le développement), à partir des rapports annuels de la Banque centrale du Congo, indiquent qu'en 1991, le Congo a affecté au service de la dette près de 46% du budget national alors que la santé, l'éducation et la fonction publique toutes réunies ne totalisaient même pas 1% du même budget.

L'usage de cette dette

Les sommes prêtées ont été massivement détournées par Mobutu. On estime sa fortune à 8 milliards de dollars au moment où il quitte le pays en 1997. Cette somme représente les deux tiers de la dette publique extérieure à l'époque. Autrement dit, la population congolaise doit aujourd'hui rembourser la dette contractée par un dictateur qui s'en est servi pour les opprimer avec la complicité des États du Nord et des IFI qui ont prêté à des fins géostratégiques à l'époque de la Guerre froide. Les lignes de crédit du FMI furent arrêtées en février 1992; celles de la Banque mondiale en juillet 1993. Les prêts stoppèrent mais les intérêts sur la dette continuèrent à s'accumuler.

Le mobutisme ne s'est pas seulement contenté de ruiner le pays. Il a laissé au peuple un fardeau financier écrasant: à la fin décembre 1998, le stock global de la dette extérieure de la RDC était de 12 838,2 millions de dollars, 2 568,99 millions d'arriérés en intérêts contractuels et 1 230,85 millions d'intérêts de retard. Rapporté aux exportations et au PIB, ce stock représentait respectivement 824,1% et 293%¹.

L'environnement économique de la RDC à la dérive

On ne saurait cerner la crise de l'endettement extérieur congolais sans la relier à l'environnement économique de la RDC.

Une inflation persistante

Les pics ont été atteints en 1993 et 1994 avec des taux moyens annuels d'inflation évalués respectivement à 9 796% et 4 651%, consacrant l'hyper-inflation en RDC. Cependant, une analyse un peu plus détaillée démontre que les causes profondes de l'accroissement démesuré de la masse monétaire et de la

persistance de l'hyper-inflation se retrouvent essentiellement dans la gestion désastreuse des finances publiques entre 1990 et 2000: c'est-à-dire les détournements de Mobutu au début de la décennie et les efforts de guerre à partir de 1997.

Un taux de croissance économique négatif

De 1990 à 2000, la croissance économique fut toujours négative à l'exception des années 1995 et 1996. Le tableau suivant en témoigne, et ce alors que la croissance démographique est en moyenne de 3% par an.

Tableau1: Croissance économique

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
-6,6%	-8,4%	-10,5%	-13,5%	-3,9%	0,7%	0,7%	-6,4%	-3,5%	-14,7%

La baisse des exportations

La production de café et d'huile de palme (les principales denrées agricoles d'exportation) a chuté respectivement de 34% et de 30% entre 1998 et 2000. Plus globalement, toutes les exportations, à

part l'or, ont considérablement baissé entre 1990 et 2000. Cela a pour effet de diminuer les recettes budgétaires de l'Etat: les secteurs sacrifiés sont alors tous les secteurs sociaux.

Tableau 2: Exportations (1998-2000)

Denrées	1998	1999	1999/1998 (% de changement)	2000 (janvier-juin)
Production minière				
Cuivre (tonnes)	38 236	31 225	-18	13 620
Cobalt (tonnes)	3 871	2 308	-40	1 768
Diamants (milliers de carats)	26 083	20 116	-23	10 426
Or (kg)	151	207	37	26
Cultures d'exportation				
Café (tonnes)	37 092	24 430	-34	7 803
Huile de palme (t.)	6 102	4 245	-30	3 131

Source: Banque nationale du Congo

La diminution des recettes budgétaires

Pour rappel, les recettes budgétaires représentaient 17% du PIB avant l'indépendance; elles sont

tombées en dessous de 5% en 1993. En effet, les recettes de l'Etat rapportées au PIB ont été réduites de moitié entre les années 1980 (8,7% du PIB) et les années 1990 (4,3% du PIB)

Affectation générale des dépenses publiques

En moyenne, entre 1990 et 1997, les dépenses publiques se répartissent comme suit: 34,27% au profit du seul secteur politique et institutionnel, 15,60% pour la défense et la sécurité contre seulement 3,12% alloués aux secteurs sociaux. Par ailleurs, faute d'une source de financement conséquente (les prêts ayant stoppé à partir de 1993), le gouvernement congolais n'a pas lésiné sur les moyens recourant de manière drastique au financement monétaire (par le système de la planche à billets) des déficits publics, plongeant la RDC dans une situation budgétaire chaotique. Le FMI et la Banque mondiale ont alors profité de la situation pour remettre le pays sous leur tutelle dès l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila en janvier 2001 et son remplacement par son fils Joseph².

Les conséquences désastreuses sur la population congolaise de l'endettement combiné à l'environnement économique et la guerre

L'augmentation de la pauvreté

La pauvreté s'est accentuée au cours des années 1990, les ajustements structurels intervenus entre 1985 et 1995 ont eu de graves effets sur le marché du travail avec des pertes importantes d'emplois consécutives à la fermeture des entreprises d'Etat et au licenciement d'agents de la fonction

publique. Entre 1990 et 1996, le nombre de salariés est passé de 1,6 millions à 950.000.

En 2001, le PIB par habitant est estimé à près de 74 dollars. Le niveau de revenu par habitant et par jour est, en dollars de 1985, passé de 1,31 en 1973 à 0,91 dollars en 1974 et à 0,30 en 1998. Le pays est donc plongé dans une pauvreté absolue qui tend à se généraliser: le revenu moyen des Congolais se situerait en dessous du seuil de pauvreté absolue et aurait continuellement baissé de 3,08% en moyenne annuelle jusqu'en 1998. Près de 74% de ménages des cadres et plus de 80% de ménages des employés sont pauvres.

La pauvreté frappe donc tout le territoire national et toutes les catégories sociales, avec des inégalités très marquées. Ainsi, le PIB annuel/habitant est de 322,9 dollars à Kinshasa alors que dans la province de l'Equateur, il est de 25,3 dollars. Les femmes sont plus touchées que les hommes.

L'accès aux services de santé et d'éducation a été sérieusement affecté par les conflits et les effets de la dette responsables de la dégradation des infrastructures, la vétusté du matériel, l'insuffisance du personnel qualifié. Les principaux indicateurs généralement utilisés pour mesurer le niveau de performance des pays dans divers domaines (économie, santé, éducation, alimentation, infrastructures, etc.) classent la RDC parmi les pays où les lacunes en termes de développement humain sont les plus béantes (168ème sur 177 pays en 2004) et ce, en dépit des énormes potentialités dont le pays est doté.

On observe ainsi une dégradation importante de l'IDH (Indice de développement humain). La tendance est nettement à la baisse depuis le début des années 1990, comme le démontre le tableau ci-dessous:

Tableau 3: Indice de développement humain

Année	1975	1980	1985	1990	1995	2002
IDH	0,410	0,418	0,425	0,414	0,380	0,365

Source: www.belgium.iom.int/Mida2/guide_rdc.asp

L'augmentation de la malnutrition

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en 2001, 75% de la population souffre de malnutrition sur la période 1999-2001 contre 31% sur la période 1990-1992. Un tiers des enfants de moins de 5 ans souffre d'insuffisance pondérale et 38% d'un retard de croissance (période 1995-2002)³.

Cette malnutrition est liée, d'une part, à la baisse de la production agricole et, d'autre part, à l'augmentation du prix des produits de première nécessité qui résulte de la guerre mais aussi de l'endettement et des politiques définies par les institutions financières internationales (IFIs).

En effet, la production agricole accuse une tendance générale à la baisse depuis 1998 principalement, de l'ordre de 45%. La guerre a entraîné une

diminution de la production agricole et des difficultés d'écoulement des produits (insécurité, déplacements de population, un quasi-arrêt de la navigation fluviale). Dès 1996 avec l'éclatement de la guerre, les belligérants ont été conduits à conclure des contrats léonins avec des entreprises étrangères pour financer leurs efforts de guerre, bradant ainsi les ressources naturelles du pays. Ces entreprises étrangères ont pu bénéficier des mesures dictées par les IFIs en réponse à l'endettement qui imposent aux pays d'ouvrir leurs frontières. Ce qui a des répercussions évidentes sur la malnutrition de la population puisque les producteurs locaux n'ont pu concurrencer les multinationales qui proposent des prix inférieurs à ceux pratiqués par les producteurs locaux.

Ensuite, les Congolais ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer. Le non-paiement des salaires par l'Etat qui est la conséquence directe des plans d'ajustement structurel (PAS) dictés par le FMI et la Banque mondiale, a provoqué le chômage et l'effritement du pouvoir d'achat des populations et diminue l'accès aux vivres. Les PAS ont également imposé à la RDC de ne plus subventionner les produits de première nécessité et d'augmenter la TVA (la taxe la plus injuste qui soit car elle touche tout le monde de la même manière qu'on soit riche ou pauvre). Cela a eu pour conséquence directe l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base, plongeant ainsi la population congolaise dans la malnutrition.

La dégradation de l'enseignement

La RDC se situe, à l'instar de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, dans une des régions du monde où l'enseignement pré-primaire est le moins développé. Le taux net de scolarisation pour les enfants âgés de 6 à 11 ans était seulement de 52% en 2001 alors qu'il s'élevait à 56% en 1995. La scolarisation est plus déplorable encore au niveau de l'enseignement secondaire et ce, tant au niveau de l'accès, de la parité qu'au niveau de l'efficacité du système. Les taux de scolarisation y sont respectivement de 24% et 13% pour les garçons et les filles.

Au delà des chiffres, il faut préciser que les maigres budgets vont au primaire et que des barrières sélectives drastiques sont mises pour l'accès au secondaire. Le message est clair, il faut essayer de donner l'instruction minimale car ainsi la productivité de l'individu augmente mais il est inutile de développer le secondaire...

Ce niveau déplorable de l'éducation en RDC doit être mis en relation directe avec les effets de la dette et les exigences du FMI et de la Banque mondiale à travers leurs PAS qui placent le remboursement du service de la dette comme la priorité budgétaire. Ainsi, les dépenses publiques consacrées aux secteurs sociaux se situent depuis plus d'une décennie systématiquement en deçà de 1% du budget national (cf. tableau 4). Pour le secteur de l'éducation, le pourcentage est ridiculement bas: en moyenne 0,5% des dépenses publiques.

Tableau 4: Structure des dépenses communes par ministère et institution (en%)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Services communs	43,5	59,9	62,5	39,7	49,8	76,7	79,5	50,7
Institutions politiques	27,5	25,6	19,9	22,9	17,2	14,3	1,9	7,3
Finances	0,2	4,3	2,8	1,5	1,3	1,3	0,3	2,2
Défense nationale	27,2	3,3	5,4	29,3	25,8	4,9	12,2	12,9
Affaires étrangères	0,2	0,7	2,3	1,2	1,1	0,5	0,3	0,2
Travaux publics	0,1	0,5	0,5	0,5	0,5	0,9	1,3	0,3
Education nationale	0,2	0,3	1,2	0,9	0,8	0,2	0,4	0,1
Autres ministères	1,1	5,4	5,4	4	3,5	1,2	4,1	26,3

Source: Banque centrale du Congo (1998 & 2000). *Rapport annuel*. Kinshasa: Siège BCC et Hôtel des Monnaies.



Photo Pernelle Taquet

Depuis l'effondrement économique du pays, l'enseignement primaire est quasi intégralement à charge des parents d'élèves, dont les revenus se trouvent déjà fortement affaiblis par la crise économique. La rémunération des enseignants, l'uniforme, les cahiers et les manuels grèvent lourdement le budget des ménages, quand ils ne rendent pas toute scolarité impossible. S'ajoutant aux dépenses de santé, les frais scolaires des enfants finiraient par consommer la totalité des budgets familiaux, ce qui explique le recul de l'accès à l'éducation et à la santé.

Partout aussi, l'accès aux autres services publics tels que l'eau potable, l'électricité, l'assainissement, le transport, est en constante régression. L'accès au logement est lui-même de plus en plus précaire.

L'exode migratoire

On ne parlera dans cette partie que des migrations vers d'autres pays et non des personnes déplacées à l'intérieur du territoire durant les conflits qui ont déchiré le pays à partir de 1996.

Depuis le début des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, des millions de Congolais ont fui pour échapper aux combats entre groupes rebelles et forces gouvernementales dans le cadre d'un conflit très complexe impliquant également les pays voisins: l'Ouganda et le Rwanda mais aussi l'Angola et le Zimbabwe. Parmi ces millions de personnes déraci-

nées, plusieurs centaines de milliers se sont réfugiées en dehors des frontières de la RDC, principalement en Tanzanie, en République du Congo (Brazzaville), en Zambie, au Burundi et au Rwanda. La guerre n'est pas pour autant la seule cause de migration des Congolais. Les effets destructeurs de la dette doivent être évoqués: la dégradation de tous les secteurs sociaux liée au poids du remboursement de la dette et l'affectation des dépenses publiques imposée par la Banque mondiale et le FMI, la récession économique et donc l'augmentation du chômage.

Cette expatriation, quand elle concerne les "cerveaux", prive le pays d'experts qu'il a lui-même formés. Ce sont d'autres pays en général parmi les plus industrialisés qui en bénéficient puisque les taux de retour de ces jeunes cadres expatriés sont très bas. Plus de 99% des diplômés débutant leur carrière à l'étranger affirment ne pas avoir l'intention de revenir s'installer en RDC, considérant que leur carrière professionnelle est mieux assurée à l'étranger⁴.

1. http://deboutcongolais.info/actualite5/art_303.html

2. http://www.lepotentiel.com/afficher_article.php?id_edition=&id_article=7114

3. Prof. Eric Tollens, "L'Etat actuel de la sécurité alimentaire en R.D. Congo. Diagnostic et perspectives" K.U.Leuven, Leuven Belgique

4. http://www.belgium.iom.int/Mida2/guide_rdc.asp